



UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION
CAMPUS UNIVERSITAIRE DU MOUFIA
15 AVENUE RENÉ CASSIN
CS 92003
97 744 SAINT-DENIS CÉDEX 9
Tél. : 0262 / 93.80.54
Fax : 0262 / 93.80.77

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

**PRESTATIONS DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS
TECHNIQUES DE PLATIN'OI LOT 1 CLIMATISATION – LOT 2 GTC**

Table des matières

ARTICLE 1 : GENERALITES.....	4
1.1. Objet du marché – Dispositions générales	4
1.2. Lots prévus au marché.....	4
1.3. Pièces constitutives du marché	4
1.4. Cautionnement – retenue de garantie	5
1.5. Assurances	5
1.6. Protection de la main-d’œuvre et conditions de travail	5
1.7. Habilitation et formation	5
1.8. Plan de prévention.....	5
ARTICLE 2 : FORME ET DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 : NATURE DES PRESTATIONS.....	6
3.1 Prestations dans le cadre du forfait	6
3.2 Prestations hors forfait	6
3.3. Connaissance des lieux.....	7
3.4. Engagement du candidat.....	7
3.5. Objectifs recherchés	7
ARTICLE 4 : PENALITES	8
ARTICLE 5 : PRIX	9
5.1. Variation de prix.....	10
5.2. Nature des prix.....	10
5.3. Mois d’établissement du prix du marché	11
5.4. Réfaction.....	11
ARTICLE 6 : MODALITE DE REGLEMENT	11
6.1. Conditions de règlement	11
6.2. Facturation.....	11
ARTICLE 7 : NANTISSEMENT ET CESSION DE CRÉANCES.....	13
ARTICLE 8 : SOUS TRAITANCE	13
ARTICLE 9 : LITIGE	13
ARTICLE 10 : MODIFICATION DU PARC	13
ARTICLE 11 : CORRESPONDANTS AU MARCHÉ	14
11.1. Correspondant administratif et juridique	14
11.2. Correspondant technique	14

ARTICLE 12 : MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	14
ARTICLE 13 : TERMES DU MARCHE	14
ARTICLE 14 : DÉROGATION	15

ARTICLE 1 : GENERALITES

1.1. Objet du marché – Dispositions générales

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ont pour objet la réalisation des prestations de maintenance des installations techniques du PLATeau Infectiologie Océan Indine (PLATIN-OI) de NIVEAUX 2 et 3 basé sur le site du CYROI à St Denis (Technopole), listées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1.2. Lots prévus au marché

- **Lot n° 1** : Climatisation et CTA
- **Lot n° 2** : GTC

La prescription des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

1.3. Pièces constitutives du marché

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement, et ses annexes financières
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- L'inventaire de départ
- L'annexe 2

Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G- FCS) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services du 30 mars 2021

Cette pièce non jointe est réputée connue du titulaire.

Le titulaire est tenu de respecter toute la réglementation en vigueur concernant son domaine d'intervention

1.4. Cautionnement – retenue de garantie

Sans objet

1.5. Assurances

Le titulaire du marché devra pouvoir justifier, avant tout commencement d'exécution de prestation et pendant toute la durée du marché, qu'il a une assurance garantissant sa responsabilité civile et décennale et fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient des garanties suffisantes en rapport avec les prestations.

La garantie devra être suffisante, elle devra être illimitée pour les dommages corporels.

1.6. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Conformément au code du travail, le titulaire du marché assure le rôle qui lui est imparti en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

1.7. Habilitation et formation

Le titulaire du marché s'engage à ce que son personnel soit habilité pour la pratique professionnelle d'opération spécifique à son activité et celle du site.

Le titulaire du marché devra fournir les justificatifs avant toute intervention.

1.8. Plan de prévention

Conformément à la réglementation en vigueur (décret du 20/02/1992 n°92-158), il sera mis en place un plan de prévention au début de l'exécution des travaux.

Le titulaire du marché prendra à ses frais et sous sa responsabilité toutes dispositions utiles pour garantir la protection des usagers, de l'environnement et de son personnel.

Le titulaire du marché devra donner les consignes de sécurité et de secours à ses salariés.

ARTICLE 2 : FORME ET DURÉE DU MARCHÉ

Pour chaque lot, le marché est conclu pour une durée de 1 an ferme à compter de la notification du marché.

L'ensemble des prestations prévues dans chaque lot seront reconduit par tacite reconduction jusqu'à trois fois une année. (Soit un marché d'une durée de 4 ans en totalité)

En cas de non reconduction, l'acheteur préviendra le titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire de notification du marché initial. Le Titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction qui aura une durée de 1 an.

La durée globale maximale du marché ne pourra excéder 4 ans.

Le marché est de forme dite marché forfaitaire pour le DPGF et les opérations de réparations pour les pièces ≤ 250€ HT, et à bons de commande éventuels selon le Bordereau de Prix pour la réparation de pièces >250€HT.

ARTICLE 3 : NATURE DES PRESTATIONS

Les prestations comprennent la maintenance et les prestations complémentaires, l'ingénierie de maintenance de l'ensemble des équipements de climatisation et la GTC.

3.1 Prestations dans le cadre du forfait

- Maintenance préventive
- Maintenance curative

Autres prestations de réparations dans le cadre du forfait

Ces prestations comprennent :

- A minima toutes les interventions de maintenance de niveau 3 au sens de la norme.
- Le Titulaire doit la fourniture et la pose de toutes pièces détachées et fluides (y compris travaux associés pour y parvenir), dont le remplacement (suite à usure, défaillance ou autre cas, hors cas de malveillance ou de vandalisme) est nécessaire pour permettre à l'équipement de conserver sa fonction, et dont le coût d'achat unitaire au fournisseur, compris toutes remises dont bénéficie le Titulaire, est ≤ 250 € HT.

3.2 Prestations hors forfait

Les prestations hors forfait correspondent à des prestations exceptionnelles faisant l'objet d'un bon de commande du Pouvoir Adjudicateur.

Au-delà du seuil de 250€ HT, les interventions correctives feront l'objet d'un devis qui sera adressé au Maître d'Ouvrage sous 3 jours à compter de la signification de la défaillance. Il sera traité dans le cadre "prestations hors forfait". En cas de doute sur le prix appliqué, le Titulaire s'engage à justifier son tarif en fournissant la facture de son fournisseur. Le Maître d'Ouvrage ne sera pas tenu de passer commande au titulaire et pourra mettre en concurrence ce dernier et confier les travaux à une autre entreprise. Une visite contradictoire d'état des lieux sera alors faite avant et après les travaux.

Rappel : toutes interventions correctives conséquentes à un manque de préventif ou à une mauvaise utilisation du Titulaire seront traitées dans le cadre du forfait.

Une utilisation hors tolérances (incivilité, vandalisme, dégradation volontaire notamment) des équipements du présent contrat est traitée dans le cadre des « Prestations hors forfait ».

Astreinte

Selon les lots, il est demandé au Titulaire de mettre en œuvre un service d'astreinte

3.3. Connaissance des lieux

Le titulaire du marché reconnaît avoir connaissance des lieux préalablement à l'élaboration de sa proposition et à la remise de son offre.

3.4. Engagement du candidat

A échéance de son marché, le candidat s'engage à restituer les installations dans l'état où il les a trouvées à la prise d'effet (sauf si les équipements sont réparés en cours de période ; dans ce cas les installations seraient restituées selon leur état de mise en service au jour de la réception des travaux de réparation).

Un procès-verbal contradictoire de l'état final des installations sera établi à la fin de l'exécution des prestations avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné et de tout expert désigné par l'Université. Le titulaire accepte, pendant le dernier mois de son marché la présence du nouveau titulaire sans rémunération complémentaire. En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent marché, les travaux de remise en état seront réalisés aux frais exclusifs du titulaire. Le titulaire s'engage à restituer en fin de marché toute documentation nécessaire à la maintenance complète des installations. Tout frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution de la documentation est à la charge du titulaire.

Le solde du paiement du marché ne pourra être effectué avant la réalisation complète des éventuelles réserves listées dans ce procès-verbal.

3.5. Objectifs recherchés

Il a été retenu la notion d'obligations de résultats de la part du titulaire.

En réponse à ces obligations contractuelles, le titulaire doit fournir une proposition technique adaptée et ensuite mettre en place une organisation professionnelle et solide.

Les obligations de résultats détaillées ci-dessous sont fixées à la fois :

- Pour les opérations de maintenance préventive (systématique) car celles-ci ont objectifs de minimiser le nombre de pannes sur les installations en maintenant le niveau de performance des équipements c'est-à-dire la conservation des caractéristiques nominales des équipements. De même, ces opérations assurent une meilleure longévité du matériel.
- Pour les opérations de maintenance corrective (dépannage, réparation) car tout incident sur les installations objet du présent marché peut avoir des conséquences indésirables et nécessite une réactivité importante de la part du titulaire. Le titulaire du présent marché a pour obligation d'intervenir sans limitation de nombres, de réparer et de redémarrer les installations techniques dans les délais les plus brefs. Le tableau ci-dessous présente les obligations de résultats du présent marché en la matière (Heures ouvrées).

Temps d'intervention	Temps de dépannage	Temps de réparation
D'immédiat à 24h selon le type de dépannage et le jour de la période (cf. CCTP)	Cf. CCTP à compter de la demande d'intervention	72 H à compter de la demande d'intervention

Le « temps d'intervention » comprend la durée entre l'heure de l'appel téléphonique (confirmé le cas échéant par mail au service technique du titulaire) et l'arrivée sur site du personnel afin d'établir son diagnostic et prendre les décisions qui s'ensuivent.

Le « temps de dépannage » correspond à la durée nécessaire pour la remise en fonction même provisoire de l'installation.

Le « temps de réparation » correspond à la durée nécessaire pour la remise en fonction définitive de l'installation (remplacement des pièces défectueuses sous réserves de disponibilité sur l'île ; dans le cas contraire, le délai ne pourra excéder 2 semaines ; ce délai s'applique uniquement sur les pièces « spécifiques » ; n'en font pas parties, les pièces courantes (carte électronique, thermostat, moteur VC, sonde de T°C... réputées tenues en stock par le titulaire).

Le temps d'indisponibilité correspond à la durée cumulée sur un an, des périodes pendant lesquelles le système de production ou équipement concerné n'ont pas rempli leur fonction ; ces durées sont à compter entre l'heure de l'appel téléphonique confirmée éventuellement par mail auprès du service technique du titulaire et le temps de dépannage tel que défini ci-dessus. Ce temps d'indisponibilité sera mentionné dans le rapport annuel que fournira le titulaire à l'Université. Il fera l'objet de pénalités en cas de dépassement.

Les objectifs recherchés en matière de résultats consistent à garantir :

- La satisfaction des usagers par la qualité du service.
- La durabilité et les performances de fonctionnement des installations au niveau optimal

Le respect de ces objectifs sera traduit par :

- Un taux de disponibilité élevé
- Un taux de défaillance minimum
- Des délais d'intervention tenus
- Un juste équilibre entre les dépenses afférentes à la maintenance préventive et celles générées par les dépannages.

La production d'un tableau de bord relatif à ces différents paramètres attestera un souci de bonne gestion.

ARTICLE 4 : PENALITES

LIBELLÉ	VALEURS	FRÉQUENCE	MONTANT DES PÉNALITÉS en € HT
Remise de la prise en charge	2 semaines à compter de l'ordre de service	x	150 par jour de retard
Remise du planning de maintenance	4 semaines à compter de l'ordre de service puis à la date anniversaire	Annuelle	150 par jour de retard
Remise des rapports mensuels	3 jours avant la date de la réunion	Mensuelle	150 par jour de retard
Remise des rapports semestriels	3 jours avant la date de la réunion	Semestrielle	150 par jour de retard
Remise des rapports annuels et mises à jour du plan de prévention	3 jours avant la date de la réunion	Annuelle	150 par jour de retard
Remise du plan de proposition	3 jours avant la date de la réunion	Annuelle	150 par jour de retard
Remise des comptes rendus de réunion	5 jours après la date de la réunion	Après chaque réunion	150 par jour de retard
Etablissement d'un devis pour intervention corrective hors du forfait	3 jours	A chaque demande	150 par jour de retard
Respect du délai de réalisation d'une intervention hors du forfait	Délai mentionné sur la commande	A chaque demande	150 par jour de retard
Intervention d'un agent non formé au site en astreinte	x	A chaque intervention	150
Présence d'un représentant du Titulaire à chaque réunion	Trimestrielle et annuelle	A chaque réunion	150
Réactivité	Selon le tableau du CCTP	A chaque dépassement	50 par heures de retard*
Délai de remise en état	Selon le tableau du CCTP	A chaque dépassement	50 par heures de retard*
Tâches planifiées	Retard dans une tâche planifiée	A chaque intervention	100 par semaine de retard
Remise feuille d'intervention	x	Après chaque intervention	50 par feuille non remise
Evacuation des déchets	Après 2 avertissements du Maitre d'Ouvrage	mensuelle	100€ par ensemble de déchets retrouvés au même endroit et par jour, ou pour non production du bordereau de suivi

*** : les coûts inhérents à une réactivité ou un délai non respecté seront également répercutés à l'entreprise défaillante**

ARTICLE 5 : PRIX

5.1. Variation de prix

Les prix sont fermes la première année puis pourront être révisés annuellement, à compter de la date anniversaire du marché à la demande du titulaire, adressée par courrier recommandé à la Personne Publique, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,15 \text{ MIG EBIQ} / \text{MIG EBIQ}_0 + 0,70 \text{ ICHTTS} / \text{ICHTTS}_0)$$

Dans laquelle :

P = Prix de règlement nouveau

P₀ = Prix aux conditions initiales du marché

ICHTrev-TS = valeur de l'Indice du « Coût Horaire du Travail » - Tous salariés, charges sociales comprises » des industries mécaniques et électriques connue au mois zéro et lue dans le dernier Bulletin Officiel de la Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes (BOCCRF) paru au mois zéro. Code (NAF 25-30 32-33)

MIG EBIQ₀ = valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - MIG EBIQ - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - Base 2010 - (FM0AEBIQ00) pour le mois zéro.

Le prix ainsi révisé est donc arrêté à deux décimales par dérogation à l'article 10 du CCAG-FCS.

ICHTrev-TS₀ et MIG EBIQ₀ représentent les indices à la date de la remise des offres.

ICHTrev-TS et MIG EBIQ représentent les indices à la date de révision des prix.

En tout état de cause, l'augmentation ne pourra être supérieure à 3% l'an.

Le prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents à la bonne exécution du marché.

A cet effet, le titulaire est réputé s'être rendu sur les lieux avant l'établissement de son prix et avoir pris connaissance de tous les éléments susceptibles d'influer sur sa proposition

Les prestations comprennent :

- La maintenance annuelle des installations, rémunérée par une redevance forfaitaire (montant chiffré au DPGF)

- La maintenance qui concerne des interventions supplémentaires, fera l'objet de bons de commande suite à présentation de devis, sur la base de la liste des prix du bordereau de prix.

5.2. Nature des prix

Le marché est passé à prix mixtes, la rémunération de la prestation se décompose en 2 parties :

- Une part globale et forfaitaire, chaque année, les prestations, objet de présent marché, sont réglées à prix global et forfaitaire.

- Une part variable pour les prestations sur devis hors forfait et faisant l'objet d'un bon de commande

5.3. Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo juillet 2025.

5.4. Réfaction

Les prestations qui n'auront pas été exécutées ou qui n'auront été exécutées que partiellement, donneront lieu à l'application de réfaction sur les prix correspondants.

Ces réfections sont calculées en appliquant à la prestation sur lesquelles le travail est mal ou non exécuté une réfaction de prix égale au prix unitaire figurant sur l'état détaillé des installations.

NOTA : Dans le cas où une panne serait due à un défaut d'entretien, la totalité de la réparation et l'intervention seront à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE 6 : MODALITE DE REGLEMENT

6.1. Conditions de règlement

Les paiements et mandats seront effectués selon les règles de la Comptabilité Publique et payées dans un délai de 30 jours.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou RIP original.

L'Ordonnateur de la dépense est le Président de l'Université de la Réunion.

Le Comptable assignataire de la dépense chargé du paiement est l'Agent Comptable de l'Université de la Réunion.

Prix forfaitaires : les factures seront établies à **terme échu**.

Prix hors forfait : les prestations hors forfait sont réglées sur présentation de facture et bon de réception, établie après exécution des prestations définies dans un devis préalablement accepté par le Pouvoir Adjudicateur.

6.2 Facturation

La facturation des prestations de base est mensuelle à terme échu. Le montant annuel du contrat sera lissé à montant constant sur 12 mois.

Les prestations complémentaires éventuellement introduites par voie de devis sont facturées à part et après leurs réalisations.

Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;

- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
 - le taux de TVA applicable ;
 - la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
 - les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.
 - le numéro de SIRET de l'Université de La Réunion, destinataire de la facture : 199 744 780 00016
 - le code service : UR974SFD
 - le numéro d'engagement (numéro composé de 10 chiffres et commençant par 45) à réclamer l'acheteur.
- Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

ARTICLE 7 : NANTISSEMENT ET CESSIION DE CRÉANCES

Le titulaire du marché est admis au bénéfice du nantissement et de la cession de créances. Un certificat de cession de créance en vue du nantissement ou de la cession de créances lui sera délivré sans frais par le Président de l'Université de la Réunion.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus selon les articles R. 2191-60 et R. 2391-28 du *code de la commande* est le Président de l'Université de la Réunion.

ARTICLE 8 : SOUS TRAITANCE

En application des articles R2193-1 à R2193-9 du Code de la commande Publique et de la loi MURCEF du 11 décembre 2001, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'Université et de l'agrément des conditions de paiements de chaque contrat de sous-traitance, conformément au CCAG-FCS.

Toute présentation et agrément doivent être effectifs avant toute intervention du sous-traitant au titre du présent marché.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes conditions que le titulaire.

L'entreprise titulaire du marché reste responsable devant la personne publique de l'exécution du marché.

ARTICLE 9 : LITIGE

Tout litige pouvant survenir à propos du présent marché ne pouvant être réglé à l'amiable est de la compétence du tribunal administratif de Saint Denis de la Réunion.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DU PARC

Les modifications éventuelles du parc de matériel feront l'objet d'un avenant selon le tableau renseigné au CDPGF pour des ajouts ou suppression d'équipements.

ARTICLE 11 : CORRESPONDANTS AU MARCHÉ

11.1. Correspondant administratif et juridique :

Direction des Finances et de la comptabilité / Service des marchés

Mail : marches@univ-reunion.fr

11.2. Correspondant technique :

Cyrille Lebon Responsable Technique de PLATIN-OI (Tél. : 0692 56 19 25)

Patrick Mavingui Responsable administrative de PLATIN-OI (Tél : 0692044020)

Toute demande de renseignements complémentaires se fera **obligatoirement via la plateforme de dématérialisation**.

ARTICLE 12 : MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

ARTICLE 13 : TERMES DU MARCHÉ

Le marché prendra fin dans les conditions suivantes :

A/ aux torts du titulaire :

Dans l'éventualité où le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Charges, la résiliation du marché pourra intervenir dans les conditions prévues et définies au Chapitre VI du CCAG/FCS. Le présent marché pourra être résilié :

- Pour non-respect des consignes de sécurité et des procédures d'intervention,
- Pour non-respect des consignes de maintenance du constructeur,
- Pour mise en place de pièces non conformes, non validées ou non accréditées par le fabricant,
- Pour non-respect des délais d'intervention,
- Pour matériel indisponible plus de 15 jours,
- Pour non-respect du CCTP.

B/ à l'initiative du pouvoir Adjudicateur :

Par dérogation à l'article 38 à 45 du CCAG applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier le présent marché, sans que cette action n'ouvre droit au titulaire à une quelconque indemnisation autre que les prestations dues. Dans ce cas, le Pouvoir Adjudicateur avisera le titulaire de son intention avec un préavis de 3 mois, par courrier recommandé avec avis de réception postal.

ARTICLE 14 : DÉROGATION

L'article 4 et 13 dérogent à l'article 14 et 30 du CCAG-FCS.

A,....., le.....

Le Titulaire

(Signature et cachet)